

DÉLIBÉRATION N° 5.03
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 JUIN 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 JUIN 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 21 juin à 19 h 00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, Mme Bernadette PORTE, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 2.12), M. Dorian PLUMEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à Mme Bernadette PORTE), M. Laurent CHAUVEAU (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), M. Julien DECORTE (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Françoise QUENARDEL (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET)

EXCUSÉS : M. Yannick ALBRAND, M. Damien LAGIER (représentée par sa suppléante Mme Bernadette PORTE)

ABSENT : M. Norbert GRAVES

Secrétaire de séance : Mme Emeline MEHUKAJ

5.03 _ CONVENTION RELATIVE AUX MODALITÉS D'ACCÈS AUX DONNÉES DE LA CARTOGRAPHIE NATIONALE DE L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL

M. Fermin CARRERA, Vice-Président, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite loi ALUR a créé les Conférences Intercommunales du Logement (CIL), co-présidées par le président de l'EPCI et le préfet. Elles réunissent les représentants des collectivités territoriales (communes membres de l'EPCI et le département de la Drôme), les représentants des professionnels intervenant dans le domaine du logement social (bailleurs sociaux, réservataires), ainsi que les représentants des usagers ou des associations auprès des personnes défavorisées ou locataires.

La mise en place de cette Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur le territoire de Montélimar-Agglomération a été entérinée par délibération n°5.3 du 14 décembre 2015. Elle a été officiellement créée par arrêté préfectoral n° 2017.11.43 A.

Elle s'est déjà réunie à plusieurs reprises en séances plénières et en ateliers en 2017 et 2018 pour réfléchir aux orientations et actions à formaliser dans un Plan Partenarial de Gestion de la Demande en logement social et d'Information du Demandeur (PPGDID), ainsi que dans une Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) des logements sociaux. Le Programme Local de l'Habitat ayant dû être priorisé, ces réflexions n'ont pu se poursuivre.

Aujourd'hui, il s'agit de relancer la Conférence Intercommunale du Logement. Pour ce faire, Montélimar-Agglomération a désigné un bureau d'étude (cabinet de conseil AATIKO) pour l'accompagner dans cette démarche et dans l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et du Plan Partenarial de la Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID).

Pour élaborer ces documents, une connaissance fine et partagée de l'occupation du parc social sur le territoire de Montélimar-Agglomération est indispensable.

La cartographie nationale de l'occupation du parc social a pour objet la mise en œuvre des dispositifs prévus par la loi ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique).

Le portail de cartographie nationale concentre les données indispensables qui permettront non seulement d'établir un "état zéro" de la situation, mais aussi de suivre son évolution dans la durée.

En effet, la cartographie nationale de l'occupation du parc social s'appuie sur le croisement de données relatives respectivement aux logements et à leurs occupants, compilées sur la base des éléments renseignés par les ménages s'inscrivant dans le Système National d'Enregistrement (SNE).

Ces données sont géocodées pour permettre des extractions locales et des représentations cartographiques, à des échelles variées dont les plus fines sont les points adresses.

Le service habitat de la Direction de l'Urbanisme doit pouvoir accéder à ces données pour le pilotage de la politique intercommunale du peuplement.

Toutefois, pour garantir un bon usage des données, une convention entre le GIP SNE, l'association régionale AURA HLM et Montélimar Agglomération doit être signée.

Montélimar-Agglomération désigne un administrateur qui accordera des droits uniquement aux agents du service habitat de la Direction de l'Urbanisme. Il est proposé de désigner le Directeur des Systèmes d'Information.

Une annexe 2 à la convention permettra à l'Agglomération de faire traiter ces données par un tiers, et donc à son prestataire AATIKO ; cette annexe indique les limites et les contraintes de l'utilisation des données du portail par le tiers.

Les communes qui souhaitent avoir l'accès aux données du portail de cartographie pourront faire la demande auprès de Montélimar-Agglomération, pour ce faire, chaque commune formalise par écrit sa demande à Montélimar-Agglomération d'accéder au portail. Cette demande sera jointe en annexe de la présente convention.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017.11.43 A créant la Conférence Intercommunale du Logement (CIL),

Vu le projet de convention et les annexes ci-joints,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER les termes de la convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social.

DE DESIGNER le Directeur des Systèmes d'Information comme administrateur des données.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document afférent.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 22 juin 2023

Julien CORNILLET
Président

Emeline MEHUKAJ
Secrétaire de séance

